



Renforcer la capacité du secteur des fruits et légumes de respecter les prescriptions phytosanitaires à l'exportation vers les marchés mondiaux

L'objectif global du projet est d'améliorer l'accès des fruits et légumes frais de l'Ouganda au marché de l'UE ainsi qu'aux autres marchés haut de gamme et marchés régionaux. Il vise principalement à améliorer le respect en Ouganda des normes phytosanitaires internationales pour la production et l'exportation de fruits et légumes frais. Assurer des revenus réguliers aux producteurs de fruits et légumes frais et à leurs employés contribuera à la croissance économique, à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire, conformément à la politique de développement de l'Ouganda.

STDF/PG/543

Status

On-going

Start Date

01/02/2019

End Date

31/01/2022

Project Value (US\$)

\$882,726

STDF Contribution (US\$)

\$484,788

Beneficiaries

Ouganda

Implementing Entities

CAB International (CABI)

Partners

Horticulture Exporters Association of Uganda (HORTEXA)

International Plant Protection Convention (IPPC) Secretariat

Embassy of the Kingdom of the Netherlands, Uganda

Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fisheries, Uganda

Ministry of Trade Industry and Cooperatives, Uganda

National Agricultural Research Organization (NARO), Uganda

Uganda Agribusiness Alliance (UAA)

Uganda Export Promotion Board (UEPB)

Uganda Fruits and Vegetable Exporters and Producers Association (UFVEPA)

Background

L'Ouganda est un pays qui dépend principalement du secteur agricole rural, 84% de la population active étant employée dans l'agriculture. La principale source de revenu de la population rurale est l'agriculture, et 90% des femmes rurales travaillent dans ce secteur. Celui-ci représente 42% du produit intérieur brut national et 80% des recettes d'exportation. Les exportations de fruits et légumes frais et de fleurs comptent pour environ 30% des recettes provenant des exportations agricoles de l'Ouganda. Ces flux commerciaux soutiennent l'emploi rural et le développement économique.

Toutefois, l'Ouganda ne réalise pas pleinement son potentiel de production et de commerce de fruits et légumes frais, car il a des difficultés pour lutter contre les ravageurs dans les exploitations et pour respecter les exigences phytosanitaires du commerce international. L'interception de produits en transit vers le marché de l'UE a causé d'importantes pertes aux exportateurs. L'UE est un marché important pour les produits exportés de l'Ouganda. Selon les rapports des inspecteurs du service des quarantaines et de l'inspection phytosanitaire, les exportations vers l'UE représentent environ 60% des exportations totales de fruits et légumes frais du pays, les 40% restants étant destinés principalement au Moyen Orient et, dans une très faible proportion, aux pays voisins.

Dans la période 2014 2016, la Commission européenne a envoyé plusieurs lettres d'avertissement à l'Organisation nationale ougandaise de la protection des végétaux (DCIC), en raison du nombre élevé d'interceptions de piments dû à la présence du faux carpocapse et de feuilles de curry fraîches dû à la présence de *Trioza* spp. L'Ouganda a soumis un plan d'action pour lutter contre ces problèmes, prévoyant l'interdiction temporaire des exportations de piments. La mauvaise gestion des organismes nuisibles limite aussi le commerce d'autres fruits et légumes frais, notamment les fruits du jaquier, les melons amers, les corossols, les mangues, le basilic et les gombos. En effet, la plupart des produits ne respectent pas les exigences phytosanitaires de l'UE ni les normes internationales pertinentes. La mise en place d'un régime efficace de lutte contre les ravageurs affectant les exportations ougandaises de fruits et légumes frais est l'un des défis spécifiques en matière de conformité phytosanitaire liée au commerce. La présence d'organismes nuisibles est détectée dans un nombre important d'envois exportés vers l'UE.

Les causes de ces interceptions sont liées principalement à l'insuffisance des mécanismes institutionnels de coordination et d'application, à l'inadéquation des infrastructures de production, de transformation et de distribution, à la faible sensibilisation du public, des services d'évaluation de la conformité limités, au manque de ressources humaines qualifiées, à une infrastructure réglementaire inadéquate (laboratoires, installations de quarantaine et services de laboratoire) et à la faible capacité de participation des petits producteurs privés. En outre, la chaîne de valeur des produits agricoles en Ouganda est confrontée à plusieurs défis généraux qui peuvent aggraver les problèmes phytosanitaires, notamment de mauvaises pratiques agronomiques, l'inadéquation des services de vulgarisation, l'insuffisance des marchés et de l'infrastructure de commercialisation, la faiblesse des groupements de producteurs et le manque de coordination entre les différentes parties prenantes.

Pour relever ces défis, l'Ouganda a mis en place diverses stratégies et politiques visant à améliorer la production agricole, à renforcer les capacités SPS et accroître les exportations. Dans sa stratégie "Vision 2040", l'agriculture est définie comme l'un des principaux éléments qui permettraient de renforcer l'économie et de transformer la société pour faire de l'Ouganda un pays moderne et prospère.

Ce projet vise à contribuer à la réalisation des objectifs du gouvernement et à mettre à profit les enseignements tirés des projets antérieurs (par exemple [STDF/PG/335](#)) tout en créant des synergies avec les initiatives pertinentes en cours. Il soutiendra les objectifs de la politique commerciale nationale, qui donne la priorité au respect des normes SPS comme moyen d'assurer la compétitivité. Le projet s'attaque à un obstacle majeur au développement agricole du pays, qui a été clairement reconnu par le Groupe de travail des donateurs du secteur agricole en Ouganda auquel l'UE, l'USAID et les Pays Bas ont directement participé. Le projet sera cofinancé par l'Ambassade des Pays Bas.

Expected Results

Création d'une plate forme SPS multipartite

Une analyse diagnostique et des services SPS tout au long de la chaîne de valeur horticole sera réalisée afin d'identifier les domaines prioritaires pour le renforcement des capacités des partenaires publics et privés (pour assurer la conformité phytosanitaire) et de contribuer à la rationalisation du système de certification et d'inspection. Une étude sera menée pour recenser les services SPS, et elle sera validée par les parties prenantes qui indiqueront les domaines prioritaires dans le cadre d'ateliers. Sur la base de cette étude, une plate forme SPS multipartite gérée par le secteur privé sera créée. Les participants à cette plate forme se réuniront tous les trimestres pour aider les mécanismes nationaux de coordination à améliorer la

communication et la responsabilisation, encourageant ainsi les acteurs privés à assumer la responsabilité de l'amélioration du respect des normes SPS.

Renforcement des capacités phytosanitaires dans la chaîne de valeur horticole

Le plan de renforcement des capacités sera révisé sur la base des résultats de l'étude diagnostique. Plusieurs ateliers de formation et visites d'étude seront organisés pour renforcer les capacités des inspecteurs, des dépisteurs, des agriculteurs, des transporteurs et des commerçants en matière de lutte antiparasitaire, d'inspection et de gestion du conditionnement. Des formateurs seront formés à la lutte antiparasitaire intégrée. La formation de formateurs permettra de transmettre ces connaissances aux agriculteurs, pendant et après le projet. Des parcelles de démonstration pour les agriculteurs seront aménagées selon le modèle "champs écoles paysans", ce qui leur permettra d'acquérir une expérience pratique de la lutte antiparasitaire. Les personnes en formation recevront une assistance pour établir de nouvelles procédures opérationnelles normalisées, des manuels d'exploitation et des guides de vulgarisation à l'intention des agriculteurs, ou pour améliorer ceux qui existent.

Rationalisation du système d'inspection et de certification des exportations

Un système rationalisé d'inspection et de certification des exportations sera mis en place dans la chaîne de valeur horticole sur la base d'un partenariat public privé. Il sera aligné sur les résultats de l'étude diagnostique ainsi que sur les NIMP n° 7 (Système de certification à l'exportation), n° 14 (Utilisation de mesures intégrées dans une approche systémique du risque phytosanitaire), et n° 23 (Directives pour l'inspection) et sur les guides de la CIPV intitulés "Import Verification Guide" (guide de vérification des importations) et "Export Certification Guide" (guide de certification des exportations). Sous la supervision d'experts internationaux, des ateliers et des réunions seront organisés à l'intention des parties prenantes pour élaborer un plan stratégique visant à rationaliser l'inspection et la certification ainsi que la coordination et la surveillance, définir une stratégie de communication sur les questions phytosanitaires et développer un modèle électronique pour la certification des exportations afin d'améliorer la qualité et l'efficacité. Le matériel de formation et de vulgarisation sera élaboré ou révisé de manière à inclure toute nouvelle mesure convenue pendant l'exécution du projet. Une évaluation du laboratoire phytosanitaire de Namalere (principal laboratoire de référence pour la DCIC) sera effectuée afin de hiérarchiser les besoins en équipement pour améliorer les services SPS. Un guide de bonnes pratiques agricoles sera également établi.

Systèmes spécifiques d'enquête et de surveillance phytosanitaires

Des systèmes spécifiques d'enquête et de surveillance phytosanitaires dans la chaîne de valeur des fruits et légumes frais seront développés et rendus opérationnels sur la base d'un PPP. Le système sera développé sur la base de la NIMP n° 6 (Directives pour la surveillance) et du guide de la CIPV intitulé "Plant Pest Surveillance" (surveillance des ravageurs des végétaux). Un groupe de travail sera créé pour superviser sa mise en œuvre. Les formateurs recevront une formation sur le fonctionnement du système afin de pouvoir former à leur tour des inspecteurs et des dépisteurs pour effectuer les enquêtes nécessaires. Les données générées par le nouveau système seront collectées et analysées. Des équipements seront achetés pour renforcer les inspections sur le terrain et à la sortie du territoire ainsi que le système de surveillance. Une équipe d'analyse du risque phytosanitaire, composée de certains des participants au groupe de travail, recevra une formation et du matériel. Une nouvelle procédure opérationnelle normalisée pour les opérations spécifiques d'enquête et de surveillance sera élaborée sur la base de l'expérience acquise lors de la mise en place de ces systèmes.

Élaboration de la stratégie de commercialisation à l'exportation de l'Ouganda

Une étude de marché permettra d'analyser comment accroître les exportations de fruits et légumes vers de nouveaux marchés et vers les marchés actuels, tout en améliorant le respect des normes SPS. Sur la base des résultats de l'étude, la stratégie de commercialisation à l'exportation de fruits et légumes frais de l'Ouganda sera élaborée avec l'aide des principales parties prenantes de la chaîne de valeur.

Amélioration de la sensibilisation et du soutien au niveau national

Le projet permettra de mieux faire connaître les nouveaux systèmes d'inspection et de certification, tant au niveau des politiques nationales que dans l'ensemble du secteur horticole. Il permettra également d'étudier les possibilités d'étendre les résultats à d'autres sous secteurs de l'horticulture. La stratégie de communication sur les questions phytosanitaires sera révisée en fonction des enseignements tirés de l'exécution du projet. Un séminaire final sur projet et d'autres produits de communication (vidéos) permettront de diffuser les résultats du projet et d'améliorer la sensibilisation.